

Déclaration des Elu.e.s écologistes à Angers Loire Métropole

A travers cette délibération nous nous apprêtons à nous engager, auprès de l'ensemble des habitantes et des habitants du territoire sur une trajectoire très ambitieuse de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES). Cette trajectoire est à la hauteur des enjeux, nous soulignons donc l'effort de votre majorité, pour essayer de comprendre et de répondre à l'urgence écologique, même si cette délibération ne correspond plus tout à fait à ce que nous vous avons proposé, à savoir un objectif clair (et non un « tendre vers ») et l'engagement d'une programmation par secteur pour l'atteindre.

La reconnaissance de l'urgence climatique est certes symbolique (Rejoint des villes comme Paris, Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Madrid, Barcelone, Milan Naples, Karlsruhe, Cologne, Düsseldorf). Et nous croyons au symbole. A condition toutefois qu'ils soient véritablement suivis d'effets bien entendu.

Pour être honnête nous pensions cette reconnaissance superflue, tant le consensus scientifique sur ce point est total. Mais l'actualité récente a montré qu'il existe encore des gens, très près de chez nous (géographiquement parlant je veux dire), qui remettent en cause la véracité du problème, que l'on pourrait qualifier de climato-sceptiques (ou de climato-négationnistes devrions dire désormais). Il nous semble nécessaire de rappeler ici 2 points élémentaires :

- 1/ le changement climatique est scientifiquement établi, il est reconnu aujourd'hui, par l'État et par la Justice comme une réalité, dont nous ne pouvons ignorer ni les causes ni les conséquences, et dont nous sommes responsables ;
- 2/ le changement climatique est aujourd'hui reconnu comme un sinistre à combattre et pour lequel les élu.e.s en place doivent tout mettre en place pour y parvenir car ils, car nous, sommes responsables.

Nous pouvons et nous devons agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre qui nous mettent toutes et tous en danger. Nous devons offrir un cadre de vie acceptable pour les décennies à venir. Et pour cela, il faut décroître nos émissions de 5% par an jusqu'à atteindre le zéro-émission-nette. L'effort à faire est immense car nous n'avons réduit nos émissions que de 20% en 30 ans alors qu'aujourd'hui nous votons pour une réduction de moitié en 8 ans. Cet objectif implique au minimum :

- Une réduction de moitié du nombre de véhicules thermiques circulant dans ALM par rapport à aujourd'hui.
- La rénovation de plus de la moitié des passoires thermiques en 8 ans, soit plus de 5000 rénovations énergétiques performantes par an.
- Une forte diminution de la consommation d'énergie dans les bureaux, commerces, locaux d'enseignement, établissements de santé,
- La diminution de la part carnée dans l'alimentation,
- etc.

Or, en continuant la politique actuelle des petits pas, nous serons très loin de ces objectifs. Une rupture dans les politiques menées par ALM est donc nécessaire. Nous ne voyons pas, à ce jour, le bout de la queue d'un quelconque changement dans les faits, qui soit vraiment à la hauteur :

- le développement des transports en commun est insuffisant et ils ne restent absolument pas attractifs comparés à la voiture ;
- vous adoptez un plan vélo de 10 millions d'euros (quand Tours investit 130 millions), pour un réseau cyclable qui reste très peu sécurisé et très peu dense à l'échelle de l'agglomération ;
- la piétonisation des lieux de vie est au ralenti ;
- vous organisez un laisser-faire du marché immobilier et un ralentissement du logement social sur Angers qui participent à augmenter les distances domicile-travail, la précarité énergétique des ménages dépendant de leur voiture (puisqu'il n'y a pas de transport en commun) sans parler de la gentrification du pôle centre ;
- et vous vous félicitez de cet engagement de 170 millions d'euros pour Engie dans le territoire intelligent au nom de la transition écologique mais sans jamais avoir de données solides sur les gains énergétiques et de GES réels qui seront réalisés in fine, une fois soustrait le coût énergétique de la smart city elle-même ;

Comprenez que nous ayons du mal à y voir clair dans vos objectifs climatiques et écologiques.

Au-delà, une première mesure à prendre de manière urgente : c'est de pouvoir mesurer au sein des communes et de l'Agglomération notre budget carbone pour suivre la trajectoire décidée.

Un vrai budget carbone permettrait chaque année de décider des projets non seulement avec le prisme des euros mais aussi celui des tonnes de CO₂ émis. On doit prendre autant au sérieux les émissions de GES qui est une dette climatique que la dette financière. A quand un service des GES au même titre qu'un service financier ?

Vous comprendrez ainsi qu'au-delà du symbole, il est de notre responsabilité de nous engager à mettre en œuvre très rapidement cette trajectoire de neutralité carbone en 2050. Ce sont les dizaines d'années de déni, de mépris et d'indifférence qui conduisent aujourd'hui des centaines de milliers de personnes à souffrir d'éco-anxiété, et en particulier chez les jeunes.

Nous devons donc tout mettre en œuvre pour combattre le sinistre climatique déjà là.